

5 décembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques entre la France et le Kazakhstan, à Astana le 5 décembre 2014.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'université,

C'est un moment important que nous vivons ici à Astana. Pour la première fois, un forum réunit non seulement des Kazakhs et des Français, mais des chefs d'entreprise, des chercheurs et des universitaires. C'est le symbole que nous voulions marquer à l'occasion de cette visite : montrer que la coopération entre nos deux pays est fondée sur la même confiance à l'égard de la technologie et à l'égard de la science.

Nous ne sommes pas dans les mêmes espaces géographiques, nous ne connaissons pas les mêmes niveaux de développement, nous n'avons pas les mêmes ressources. Mais le Kazakhstan et la France ont la même conception du progrès. Nous pensons que la science et la technologie peuvent aboutir à créer davantage de richesses et d'emplois, à la condition bien sûr de préserver la planète.

Nous sommes ici dans cette capitale d'Astana que vous avez voulue, monsieur le Président. Elle représente bien la modernité. En deux décennies, votre pays a considérablement changé. D'un pays producteur de ressources essentiellement énergétiques, vous avez fait une nation qui est aujourd'hui présente sur de nombreux domaines d'excellence. Et nous voulons vous accompagner.

Le Kazakhstan est la première économie d'Asie centrale. 70% de la production de cette grande région vient du Kazakhstan. Vous avez défini une stratégie. Il faut toujours avoir un projet pour son pays, savoir ce qu'il va être dans dix ans ou dans quinze ans. En France, nous voulons être parmi les premiers en matière de technologie. Nous voulons anticiper sur la croissance de demain. Nous voulons être les meilleurs en matière de transition énergétique et de numérique. Nous voulons montrer que nous serons, en 2050, le premier pays d'Europe par la population. C'est déjà une force que de le savoir.

Vous avez défini vos ambitions. Vous voulez être parmi les cinq plus grands exportateurs d'hydrocarbure d'ici à 2020 et vous voulez intégrer le club des 30 premières puissances économiques du monde d'ici à 2050. La France est prête à vous accompagner sur ce chemin, en développant, à la fois, notre coopération économique, et notre coopération universitaire.

Sur le plan économique, les entreprises françaises ont été très vite présentes au Kazakhstan. Total a investi dès 1992 dans le champ pétrolier de Kashagan, puis Areva a investi plus d'un milliard de dollars et produira 4000 tonnes d'uranium d'ici à 2039.

Mais nous avons considéré que notre coopération devait se diversifier. D'abord dans le domaine des transports. Vous en avez parlé, monsieur le Président, pour le ferroviaire. Une usine de production de 300 locomotives a été inaugurée par Alstom en décembre 2012 et une usine de moteurs d'aiguillage sera inaugurée l'année prochaine. Pour les transports maritimes, pour les transports aériens, nous avons aussi des projets. Pour la coopération spatiale, nous sommes rentrés dans une phase opérationnelle puisque Astrium a fourni cette année au Kazakhstan deux satellites d'observation.

satellites d'observation.

Nous voulons être également présents dans le secteur automobile. PSA est installée au Kazakhstan depuis 2013 avec l'objectif d'une production locale de 15.000 véhicules, dont 3500 Citroën dites « Elysée » - celle que j'utilise moi-même - seront produites au Kazakhstan. Ensuite, il y a Air Liquide et Vallourec qui sont en discussion pour des implantations industrielles au Kazakhstan. Danone vient d'ouvrir, à proximité d'Almaty, une usine de production de produits laitiers. Iveco a également remporté un contrat pour la fourniture de bus, grâce à la confiance que lui a apportée la mairie d'Astana. D'autres vont suivre ! Je pourrais citer de nombreuses entreprises.

Il y a donc un vrai développement dans le cadre de la diversification de l'économie de votre pays que vous avez souhaitée, Monsieur le Président. Rien d'étonnant que la France soit le 3ème investisseur étranger au Kazakhstan avec 10 milliards d'euros. C'est un stock d'actifs tout à fait considérable !

Mais je veux modérer mon enthousiasme : nous ne sommes que le 10ème fournisseur du Kazakhstan. Cela veut dire que nous n'exportons pas assez et c'est l'une de nos responsabilités, même si nous avons rattrapé le retard, puisqu'en 2013 les exportations ont augmenté de 40% - sans doute à la suite de votre visite à Paris et grâce à de grands contrats aéronautiques ! En 2014, nous avons encore augmenté nos exportations de près de 14%. Mais nous voulons faire davantage. Si les entreprises françaises sont aussi nombreuses aujourd'hui, c'est pour investir au Kazakhstan et pour faire la démonstration de la qualité de leurs produits.

Que pouvons-nous faire, de plus et de mieux, pour augmenter nos échanges financiers et commerciaux, lever des contraintes et faire en sorte que ce soit plus facile, plus simple, d'exporter et d'importer ?

Je suis tout à fait favorable à ce que le Kazakhstan et l'Union européenne puissent rapidement mettre en œuvre l'accord qui vient d'être conclu pour en faire un acte d'ouverture des marchés. Vous savez que le Kazakhstan est dans l'Union eurasiatique et a noué un accord avec l'Europe. Je considère que c'est très bien qu'il en soit ainsi. Nous disposerons ainsi, au Kazakhstan, d'une place centrale. Elle permettra aux pays européens de commercer avec le Kazakhstan et aussi, grâce au Kazakhstan, avec l'ensemble de la zone eurasiatique.

Le deuxième levier, c'est d'apporter des garanties financières pour faciliter les grands projets. Nos entreprises peuvent être retenues mais il convient de les accompagner sur le plan financier. Cela relève de la responsabilité de l'Etat, français comme kazakhstanaï.

Enfin, un troisième levier pourrait être, j'en ai parlé avec le Président Nazarbaev, d'investir directement en France à travers le fonds souverain du Kazakhstan. Je suis prêt à ce qu'il y ait une coopération entre le fonds souverain du Kazakhstan et le fonds souverain français, en l'occurrence la Caisse des dépôts, pour que nous puissions investir ensemble en France et en Europe.

Dans quels domaines ? Nous en avons plusieurs possibles. L'un a été évoqué par le Président du Kazakhstan, c'est la santé. Sanofi comme les autres entreprises françaises sont prêtes à s'investir, dès lors que l'environnement juridique va être sécurisé et que seront reconnus les droits de propriété intellectuelle.

Deuxième domaine, considérable, c'est le tourisme. Je crois que la première ligne régulière aérienne entre Paris et Astana pourra y contribuer largement.

Troisième domaine, ce sont les énergies renouvelables. Il y a déjà plusieurs investissements qui ont été réalisés pour le solaire pour 100 millions d'euros. La construction d'une centrale solaire dans le sud du pays qui sera bientôt lancée. Nous sommes également partie prenante au projet de ville durable pour Astana.

A cet égard, l'organisation par le Kazakhstan de l'exposition internationale 2017 à Astana est très importante. L'exposition internationale peut être un moyen pour le Kazakhstan de montrer la qualité de ces productions et pour la France et l'Europe de faire valoir leur savoir-faire dans tous les domaines, notamment l'énergie renouvelable et la ville durable, puisque ce sera le thème de l'exposition internationale. Je vous assure, Monsieur le Président, que nous allons nous investir pleinement dans ce projet d'exposition qui doit être aussi la vitrine de la qualité universitaire et

scientifique du Kazakhstan.

C'est pourquoi je ne dissocie pas ce que nous faisons en matière économique de ce que nous faisons en matière universitaire. Ici, dans cette salle, je l'ai dit, sont assis côte à côte des Présidents d'université, des représentants de grande école et des chefs d'entreprise des deux pays. Nous devons prendre conscience qu'il y a une très grande complémentarité entre le monde de la science et le monde de l'économie.

Nous n'irons vers les marchés extérieurs que si nous sommes capables d'apporter de la technologie, de la recherche et, en même temps, du savoir-faire, c'est-à-dire notre excellence en termes de production. Je souhaite à cet égard que le système français d'enseignement supérieur contribue encore davantage à la formation des cadres kazakhstaniens, puisque c'est votre volonté, Monsieur le Président.

La France accueille chaque année plus de 400 étudiants kazakhstaniens. Ce chiffre a doublé en 5 ans. Partant de si peu, ce n'était pas très difficile d'arriver à une telle performance. Donc nous devons aller beaucoup plus loin. Si vous en étiez d'accord, nous pourrions accompagner le programme de « bourse bolachak » que vous avez lancé en favorisant l'accueil en France des étudiants kazakhstaniens et en élargissant la liste des établissements français éligibles à ce programme.

Mais l'université française doit faire plus que d'accueillir les jeunes kazakhstaniens. Elle doit venir elle-même au Kazakhstan. C'est ce qui se fait. Demain le Président Nazarbaev et moi-même allons inaugurer l'Institut « Sorbonne Kazakhstan » à Almaty. Il s'agira d'une coopération entre Sorbonne-Paris Cité et l'université d'Etat Abaï. Cette initiative doit nous servir d'exemple pour d'autres projets au Kazakhstan : mettre à la disposition des deux établissements ce que nous avons de meilleur en termes de chercheurs, d'universitaires et de formation.

Je me félicite que nous ayons signé plus de 20 conventions de coopération entre établissements kazakhstaniens et français. 20 coopérations ! Il va y avoir par ailleurs une convention générale de coopération entre les deux ministères de nos pays respectifs pour permettre la reconnaissance mutuelle des diplômes et fournir le cadre administratif utile pour de nouvelles initiatives. C'est un signe de confiance.

Je crois au dynamisme du Kazakhstan. Je pense que vous êtes à la première étape de votre développement. Vous m'avez rappelé que François MITTERRAND était venu deux ans après votre indépendance. 20 ans se sont écoulés et vous avez réalisé beaucoup de choses. La deuxième étape, ce n'est plus l'indépendance politique, c'est l'indépendance économique, c'est l'indépendance scientifique, c'est l'indépendance universitaire. Nous voulons être partie prenante de cette deuxième étape du développement du Kazakhstan.

Tel est le sens du partenariat que nous avons noué aujourd'hui et de la visite que j'effectue ici dans votre pays.

Merci.